

*Texte original*

**Déclaration**  
**entre la Suisse et la France**  
**relative à la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires**  
**et des commissions rogatoires en matière civile et commerciale<sup>1</sup>**

Faite le 1<sup>er</sup> février 1913  
Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1913  
(Etat le 13 novembre 2001)

---

*Le Conseil Fédéral Suisse*  
*et*  
*le Gouvernement de la République française,*

Désirant, d'un commun accord, simplifier les règles actuellement suivies pour la transmission des actes judiciaires ou extrajudiciaires et des commissions rogatoires en matière civile et commerciale, sont convenus des dispositions suivantes:

**Art. 1<sup>2</sup>**

Les actes judiciaires et extrajudiciaires et les commissions rogatoires en matière civile et commerciale font l'objet de transmissions directes entre les autorités suisses dont la liste est annexée et, en France, les Procureurs de la République.

**Art. 2<sup>3</sup>**

L'autorité requise est celle dans le ressort de laquelle se trouve le destinataire de l'acte ou dans le ressort de laquelle doit être exécutée la commission rogatoire. En cas d'incompétence de l'autorité requise, cette dernière transmet l'acte ou la commission rogatoire directement à l'autorité compétente.

**Art. 3**

Les lettres de transmission des actes et des commissions rogatoires seront rédigées en français conformément aux formules annexées à la présente déclaration.

RS 12 286

- <sup>1</sup> Voir en outre la conv. du 16 sept. 1988 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (RS 0.275.11).
- <sup>2</sup> Nouvelle teneur selon l'échange de notes du 13 déc. 1988 (RO 1989 377).
- <sup>3</sup> Nouvelle teneur selon l'échange de notes du 13 déc. 1988 (RO 1989 377).

**Art. 4**

Conformément aux dispositions des art. 3 et 10 de la Convention internationale de La Haye du 17 juillet 1905<sup>4</sup>, relative à la procédure civile, les actes destinés à être signifiés en France, sur demande expresse de l'autorité requérante, par des officiers ministériels et les commissions rogatoires destinées à être exécutées en France, doivent être rédigés en français ou être accompagnés d'une traduction en français.

Les actes destinés à être signifiés en Suisse, sur demande expresse de l'autorité requérante, par un officier ministériel et les commissions rogatoires destinées à être exécutées en Suisse, seront rédigés ou accompagnés d'une traduction dans les langues suivantes:

1. en français, si l'acte doit être signifié ou la commission rogatoire exécutée sur le territoire des Cantons de Fribourg, Vaud, Neuchâtel, Genève, Berne (districts de Porrentruy, Delémont, Moutier, Courtelary, Franches-Montagnes et Neuveville), Valais (districts de Monthey, St-Maurice, Martigny, Entremont, Conthey, Sion, Hérens et Sierre);
2. en allemand, si l'acte doit être signifié ou la commission rogatoire exécutée sur le territoire des Cantons de Zurich, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald (le Haut et le Bas), Glaris, Zoug, Soleure, Bâle (Ville et Campagne), Schaffhouse, Appenzell (les deux Rhodes), St-Gall, les Grisons, Argovie, Thurgovie, Berne (à l'exception des districts mentionnés à l'alinéa précédent), Valais (districts de Loèche, Rarogne, Viège, Brigue et Conches);
3. en italien, si l'acte doit être signifié ou la commission rogatoire exécutée sur le territoire du Canton du Tessin.

Les traductions pourront être certifiées par les personnes désignées dans l'Etat requérant par la loi ou l'usage pour traduire les pièces présentées aux Tribunaux de cet Etat.

Si les traductions n'ont pas été effectuées par les soins de l'autorité requérante, dans le cas où elle en est chargée par la présente Déclaration, elles seront effectuées d'office par les soins de l'autorité requise.

**Art. 5**

Les remises d'actes et l'exécution des commissions rogatoires ne donnent lieu au remboursement d'aucuns frais, sauf les exceptions suivantes:

<sup>4</sup> RS 0.274.11. Entre la Suisse et la France est actuellement applicable la conv. du 15 nov. 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extra-judiciaires en matière civile ou commerciale (RS 0.274.131) et la conv. du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale (RS 0.274.132).

1. les frais prévus au par. 2 de l'art. 7, au par. 2 de l'art. 16 et à l'art. 23 de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905<sup>5</sup> sur la procédure civile.  
Cependant, le remboursement des indemnités payées aux témoins ne sera pas exigé;
2. les frais de traduction des actes et des commissions rogatoires, lorsque ces traductions sont faites d'office par l'autorité requise conformément au dernier alinéa de l'art. 4;
3. les frais d'envoi des pièces d'exécution, lorsque celles-ci, vu leur volume ou leur poids, ne pourront être transmises par les soins des administrations des Postes et qu'elles ne pourront être divisées en plusieurs colis.

#### Art. 6

Le remboursement des frais mentionnés à l'art. 5 sera réclamé directement par l'autorité requise en même temps qu'elle enverra à l'autorité requérante les pièces d'exécution de la demande qui lui aura été adressée. L'autorité requérante enverra par mandat-poste et franco de port, à l'adresse qui lui aura été indiquée, le montant des frais réclamés.

#### Art. 7

Les deux parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre partie, faire exécuter des commissions rogatoires ni faire effectuer des remises d'actes par leurs agents diplomatiques et consulaires. Néanmoins, conformément au dernier paragraphe de l'art. 6 de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905<sup>6</sup>, elles pourront faire effectuer par leurs agents des remises d'actes, directement et sans contrainte, à leurs propres nationaux. En cas de conflit de législation, la nationalité du destinataire de l'acte sera déterminée par la loi du pays où la remise doit avoir lieu.

<sup>5</sup> RS **0.274.11**. Entre la Suisse et la France est actuellement applicable la conv. du 15 nov. 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (RS **0.274.131**), la conv. du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale (RS **0.274.132**) et la conv. du 25 oct. 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice (RS **0.274.133**).

<sup>6</sup> RS **0.274.11**. Entre la Suisse et la France est actuellement applicable la conv. du 15 nov. 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (RS **0.274.131**) et la conv. du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale (RS **0.274.132**).

**Art. 8**

La Convention de La Haye du 17 juillet 1905<sup>7</sup> réglera les rapports entre les deux parties pour tout ce qui concerne les remises et significations d'actes et l'exécution des commissions rogatoires, en tant qu'il n'y est pas dérogé par la présente Déclaration.

Les art. 20 et 21 de la Convention entre la Suisse et la France sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile, du 15 juin 1869<sup>8</sup>, et du protocole explicatif y annexé sont abrogés.

**Art. 9**

Toutes les difficultés résultant de l'application de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905<sup>9</sup> et de la présente Déclaration seront réglées par la voie diplomatique.

**Art. 10**

La présente Déclaration entrera en vigueur trois mois après sa signature. Ses effets cessent à l'expiration d'un délai de six mois à partir de sa dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Partie contractante.

Fait à Berne, en double exemplaire, le 1<sup>er</sup> février 1913.

Au nom du Conseil fédéral suisse  
et en vertu d'une délégation spéciale,  
Le chef du département fédéral  
de justice et police:

Decoppet

Au nom du gouvernement  
de la République française,  
L'ambassadeur de France,  
dûment autorisé à cet effet:

Beau

<sup>7</sup> RS 0.274.11. Entre la Suisse et la France est actuellement applicable la conv. du 15 nov. 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (RS 0.274.131) et la conv. du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale (RS 0.274.132).

<sup>8</sup> [RS 12 315; RO 1989 1775. RO 1992 200.]

<sup>9</sup> RS 0.274.11. Entre la Suisse et la France est actuellement applicable la conv. du 15 nov. 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extra-judiciaires en matière civile ou commerciale (RS 0.274.131) et la conv. du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale (RS 0.274.132).

## Liste des autorités suisses qui ont la compétence de correspondre directement pour les affaires d'entraide judiciaire avec les autorités étrangères<sup>10</sup>

(Ordre alphabétique)

### Catégories

- A. Autorités fédérales
- B. Autorités cantonales
  - Ia. Tribunaux cantonaux supérieurs
  - Ib. Autorités administratives cantonales
  - IIa. Autres tribunaux, ministères publics cantonaux et autorités de surveillance en matière de poursuites et de faillites
  - IIb. Tribunaux de district
- III. Autorités régionales de poursuite pénale
- IV. Office des poursuites et des faillites
- \* Autorité également compétente pour le droit civil

### A. Autorités fédérales

1. Tribunal fédéral, 1014 Lausanne\*
2. Tribunal fédéral des assurances, 6000 Lucerne\*
3. Justice militaire, chancellerie tribunaux militaires, à Berne  
Tribunaux de division  
Tribunaux militaires d'appel  
Tribunal militaire de cassation
4. Office de l'auditeur en chef, 3003 Berne
5. Office fédéral de la justice, 3003 Berne\*
6. Office fédéral de la police, 3003 Berne
7. Ministère public de la Confédération (MPC), 3003 Berne
8. Institut fédéral de la propriété intellectuelle (IPI), 3003 Berne\*
9. Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEPF),  
3003 Berne
10. Office fédéral de l'aviation civile (OFAC), 3003 Berne
11. Office fédéral de l'énergie (OFEN), 3003 Berne
12. Office fédéral de la communication (OFCOM), 2501 Bienne
13. Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO), 3003 Berne
14. Office fédéral de l'agriculture (OFAG), 3003 Berne (*limité dans le temps*)
15. Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT),  
3003 Berne

<sup>10</sup> RO 2001 2611 / Une liste mise à jour des autorités suisses peut être consultée en ligne à l'adresse suivante:  
<http://www.rhf.admin.ch/etc/medialib/data/rhf.Par.0003.File.tmp/direktverkehr-f.pdf>

16. Administration fédérale des finances (AFF), 3003 Berne
17. Administration fédérale des contributions, 3003 Berne (*concerne uniquement l'escroquerie en matière de contributions*)
18. Régie fédérale des alcools (RFA), 3003 Berne
19. Direction générale des douanes, 3003 Berne
20. Office vétérinaire fédéral (OVF), 3003 Berne
21. Office fédéral de la santé publique (OFSP), 3003 Berne

## **B. Kantonale Behörden/Autorités cantonales/Autorità cantionali**

### **Aargau/Argovie/Argovia**

- Ia. – Obergericht, Justizverwaltung, in Aarau\*
- Ib. – Polizeikommando, Verkehrspolizei, in Aarau  
(nur für Strassenverkehrssachen)
- IIa. – Staatsanwaltschaft, in Aarau
  - Jugendanwaltschaft, in Aarau
  - Kantonales Untersuchungsamt, in Aarau
  - Handelsgericht, in Aarau\*
  - Versicherungsgericht, in Aarau\*
- IIb. – Bezirksgerichte, in\*
  - Aarau
  - Baden
  - Bremgarten
  - Brugg
  - Laufenburg
  - Lenzburg
  - Muri (AG)
  - Rheinfelden
  - Unterkulm (Bezirk Kulm)
  - Zofingen
  - Zurzach
- III. – Bezirksamter, in\*
  - Aarau
  - Baden
  - Bremgarten
  - Brugg
  - Laufenburg
  - Lenzburg
  - Muri (AG)
  - Rheinfelden
  - Unterkulm (Bezirk Kulm)
  - Zofingen
  - Zurzach



## Appenzell I. Rh./Appenzell Rhodes-Intérieures/Appenzello Interno

- Ia. – Kantonsgericht, in Appenzell\*
  - Kassationsgericht, in Appenzell\*
- Ib. – Justiz- und Polizeidirektion, in Appenzell
- II. – Bezirksgericht, in Appenzell\*
  - Bezirksgericht, in Oberegge\*
  - Vormundschaftsbehörde (als Jugendgericht), in Appenzell
  - Vormundschaftsbehörde (als Jugendgericht), in Oberegge
- III. – Kantonales Untersuchungsrichteramt, in Appenzell
  - Jugendsekretariat, in Appenzell
  - Jugendsekretariat, in Oberegge
  - Bezirkshauptmannämter, in
    - Appenzell
    - Gonten
    - Oberegge
    - Rüte
    - Schlatt-Haslen
    - Schwende
- IV. – Konkursämter, in\*
  - Appenzell
  - Oberegge
- Betreibungsämter, in\*
  - Appenzell
  - Oberegge

## Basel-Landschaft/Bâle-Campagne/Basilea Campagna

- Ia. – Obergericht, in Liestal\*
- IIa. – Strafgericht, in Liestal
  - Jugendgericht, in Liestal
  - Staatsanwaltschaft, in Liestal
  - Aufsichtsbehörde über Schuldbetreibung und Konkurs, in Liestal\*
  - Besonderes Untersuchungsrichteramt
- IIb. – Bezirksgerichte, in\*
  - Arlesheim
  - Gelterkinden
  - Laufen
  - Liestal
  - Sissach
  - Waldenburg
- III. – Statthalterämter, in
  - Arlesheim
  - Laufen
  - Liestal
  - Sissach
  - Waldenburg

- IV. – Betriebs- und Konkursämter, in\* Arlesheim  
Binningen  
Laufen  
Liestal  
Sissach  
Waldenburg

### **Basel-Stadt/Bâle-Ville/Basilea Città**

- Ia. – Appellationsgericht, in Basel\*  
Ib. – Polizei- und Militärdepartement, in Basel  
II. – Zivilgericht, in Basel\*  
– Rheinschiffahrtsgericht, in Basel\*  
– Strafgericht, in Basel  
– Jugendstrafkammer, in Basel  
III. – Staatsanwaltschaft, in Basel  
IV. – Betriebs- und Konkursamt Basel-Stadt, in Basel\*

### **Bern/Berne/Berna**

- Ia. – Obergericht, in Bern\*/Cour suprême, à Berne\*  
– Appellationshof, in Bern\*/Cour d'appel, à Berne\*  
– Kassationshof, in Bern\*/Cour de cassation, à Berne\*  
– Anklagekammer, in Bern/Chambre d'accusation, à Berne  
– Strafkammern, in Bern/Chambres pénales, à Berne  
– Anwaltskammer, in Bern/Chambre des avocats, à Berne  
– Rekurskommission für fürsorgliche Freiheitsentziehung, in Bern/  
Commission de recours en matière de privation de liberté à des fins  
d'assistance, à Berne  
– Verwaltungsgericht, in Bern/Tribunal administratif, à Berne  
Ib. – Staatskanzlei, in Bern/Chancellerie d'Etat, à Berne  
– Kantonsarztamt, in Bern/Office du médecin cantonal, à Berne  
– Kantonsapothekeramt, in Bern/Office du pharmacien cantonal, à Berne  
– Sozialamt, in Bern/Office des affaires sociales, à Berne  
– Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion, in Bern\*/Direction de la Justice  
des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, à Berne\*  
– Steuerverwaltung, in Bern/Intendance des impôts, à Berne  
IIa. – Wirtschaftsstrafgericht/Tribunal pénal économique  
– Handelsgericht\*/Tribunal de commerce\*  
– Generalprokurator/Stellvertretende Generalprokuratoren, in Bern/  
Procureur général/Suppléant(e)s du parquet général, à Berne

- |   |  |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>– Prokuratoren für das ganze Kantonsgebiet, in Bern deutschsprachiger Kantonsteil, in Thun</li> <li>– Kantonales Untersuchungsrichteramt für Wirtschafts- und Drogenkriminalität und das organisierte Verbrechen, in Bern</li> <li>– Jugendstaatsanwälte</li> <li>– Aufsichtsbehörde in Betreibungs- und Konkursachen, in Bern*</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Procureur(e)s pour l'ensemble du territoire cantonal, à Berne pour le Jura bernois, à Moutier</li> <li>– Service cantonal de juges d'instruction chargé des affaires de criminalité économique, de drogue et de crime organisé, à Berne</li> <li>– Procureur(e)s des mineurs</li> <li>– Autorité de surveillance en matière de poursuite et faillite, à Berne*</li> </ul>   |
| <p>IIb. – Kreisgerichte*/<br/>Tribunaux d'arrondissement*</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>I Courtelary-Moutier-La Neuveville, à Moutier</li> <li>II Biel-Nidau, in Biel</li> <li>Bienne-Nidau, à Bienne</li> <li>III Aarberg-Büren-Erlach, in Aarberg</li> <li>IV Aarwangen-Wangen, in Aarwangen</li> <li>V Burgdorf-Fraubrunnen, in Burgdorf</li> <li>VI Signau Trachselwald, in Langnau i. E.</li> <li>VII Konolfingen, in Schlosswil</li> <li>VIII Bern-Laupen, in Bern</li> <li>IX Schwarzenburg-Seftigen, in Belp</li> <li>X Thun, in Thun</li> <li>XI Interlaken-Oberhasli, in Interlaken</li> <li>XII Frutigen-Niedersimmental, in Wimmis</li> <li>XIII Obersimmental-Saanen, in Saanen</li> </ul> |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>– Regionale Haftgerichte/<br/>Juges de l'arrestation régionaux</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>I Berner Jura-Seeland, in Biel/<br/>Jura bernois-Seeland, à Bienne</li> <li>II Emmental-Oberaargau, in Burgdorf</li> <li>III Bern Mittelland, in Bern</li> <li>IV Berner Oberland, in Thun</li> </ul>   |

- |   |  |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>– Jugendgerichte/<br/>Tribunaux des mineurs</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Oberland, in Spiez</li> <li>– Bern-Mittelland, in Bern</li> <li>– Bern Stadt, in Bern</li> <li>– Emmental Oberaargau,<br/>in Burgdorf</li> <li>– Seeland, in Biel/à Bienne</li> </ul>   |
| <p>III. – Regionalprokuratoren/<br/>Procureur(e)s régionaux</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>I Berner Jura-Seeland, in Biel/<br/>Jura bernois-Seeland, à Bienne</li> <li>I Jura bernois-Seeland,<br/>agence de Moutier, à Moutier</li> <li>II Emmental-Oberaargau,<br/>in Langenthal</li> <li>III Bern-Mittelland, in Bern</li> <li>IV Berner Oberland, in Thun</li> </ul> |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>– Regionale Untersuchungsrichter-<br/>ämter/Services régionaux de juges<br/>d’instruction</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>I Berner Jura-Seeland, in Biel/<br/>Jura bernois-Seeland, à Bienne</li> <li>I Jura bernois-Seeland,<br/>agence de Moutier, à Moutier</li> <li>II Emmental-Oberaargau,<br/>in Burgdorf</li> <li>III Bern-Mittelland, in Bern</li> <li>IV Berner Oberland, in Thun</li> </ul>   |
| <p>IV. – Betreibungs- und Konkursämter*/<br/>Offices des poursuites et des<br/>faillites*</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Berner Jura-Seeland, in Biel/<br/>Jura bernois-Seeland, à Bienne</li> <li>– Emmental-Oberaargau,<br/>in Burgdorf</li> <li>– Bern-Mittelland, in Bern</li> <li>– Berner Oberland, in Interlaken</li> </ul>   |

### Freiburg/Fribourg/Friburgo

- |  |  |             |                    |             |          |               |         |                            |                   |
|--|--|-------------|--------------------|-------------|----------|---------------|---------|----------------------------|-------------------|
| <p>Ia. – Tribunal cantonal, à Fribourg*/Kantonsgericht, in Freiburg*</p>   |  |             |                    |             |          |               |         |                            |                   |
| <p>Ila. – Ministère public, à Fribourg/Staatsanwaltschaft, in Freiburg</p>   |  |             |                    |             |          |               |         |                            |                   |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>– Office des juges d’instruction, à Fribourg/Untersuchungsrichteramt,<br/>in Freiburg</li> <li>– Tribunal pénal économique, à Fribourg/Wirtschaftsstrafgericht, in Freiburg</li> <li>– Chambre pénale des mineurs, à Fribourg/Jugendstrafkammer, in Freiburg</li> </ul> |  |             |                    |             |          |               |         |                            |                   |
| <p>Ilb. – Tribunaux d’arrondissement*/<br/>Bezirksgerichte*</p>  | <table border="0"> <tr> <td style="padding-right: 10px;">de la Broye</td> <td>à Estavayer-le-Lac</td> </tr> <tr> <td>de la Glâne</td> <td>à Romont</td> </tr> <tr> <td>de la Gruyère</td> <td>à Bulle</td> </tr> <tr> <td>du Lac/des See-<br/>bezirks</td> <td>à Morat/in Murten</td> </tr> </table> | de la Broye | à Estavayer-le-Lac | de la Glâne | à Romont | de la Gruyère | à Bulle | du Lac/des See-<br>bezirks | à Morat/in Murten |
| de la Broye  | à Estavayer-le-Lac   |             |                    |             |          |               |         |                            |                   |
| de la Glâne  | à Romont   |             |                    |             |          |               |         |                            |                   |
| de la Gruyère  | à Bulle  |             |                    |             |          |               |         |                            |                   |
| du Lac/des See-<br>bezirks   | à Morat/in Murten  |             |                    |             |          |               |         |                            |                   |

- |  |                   |                      |
|--|-------------------|----------------------|
|  | de la Sarine      | à Fribourg           |
|  | de la Singine/des |                      |
|  | Sensebezirks      | à Tavel/in Tafers    |
|  | de la Veveyse     | à Châtel-Saint-Denis |
| III. – Préfets/Oberamtmänner*                                | de la Broye       | à Estavayer-le-Lac   |
|  | de la Glâne       | à Romont             |
|  | de la Gruyère     | à Bulle              |
|  | du Lac/des See-   |                      |
|  | bezirks           | à Morat/in Murten    |
|  | de la Sarine      | à Fribourg           |
|  | de la Singine/des |                      |
|  | Sensebezirks      | à Tavel/in Tafers    |
|  | de la Veveyse     | à Châtel-Saint-Denis |
| IV. – Offices des poursuites*/<br>Betreibungsämter*          | de la Broye       | à Estavayer-le-Lac   |
|  | de la Glâne       | à Romont             |
|  | de la Gruyère     | à Bulle              |
|  | du Lac/des See-   |                      |
|  | bezirks           | à Morat/in Murten    |
|  | de la Sarine      | à Fribourg           |
|  | de la Singine/des |                      |
|  | Sensebezirks      | à Tavel/in Tafers    |
|  | de la Veveyse     | à Châtel-Saint-Denis |
| – Office des faillites, à Fribourg*/Konkursamt, in Freiburg* |                   |                      |

### Genf/Genève/Ginevra

- Ia. – Cour de justice, à Genève\*  
– Cour de cassation, à Genève\*
- IIa. – Procureur général, à Genève\*  
– Autorité de surveillance en matière de poursuites pour dettes et faillites, à Genève\*  
– Tribunal de première instance, à Genève\*  
– Cour d’assises, à Genève  
– Cour correctionnelle, à Genève  
– Tribunal de police, à Genève  
– Tribunal de la jeunesse, à Genève  
– Tribunal administratif, à Genève  
– Tribunal tutélaire et justice de paix, à Genève  
– Juridiction des Prud’hommes, à Genève\*  
– Chambre d’accusation, à Genève  
– Juridiction des baux et loyers, à Genève\*
- III. – Cabinet des Juges d’instruction, à Genève
- IV. – Offices des poursuites et faillites\* Arve-Lac à Genève  
Rhône-Arve à Genève  
Rive-Droite à Genève

## Glarus/Glaris/Glarona

- Ia. – Obergericht, in Glarus\*
- IIa. – Kantonsgericht, in Glarus\*
  - Kantonsgerichtspräsident als Einzelrichter in Zivil- und Strafsachen, in Glarus\*
  - Direktion des Innern des Kantons Glarus als Aufsichtsbehörde über Schuldbetreibung und Konkurs, in Glarus\*
  - Staatsanwaltschaft, in Glarus
- III. – Verhöramt, in Glarus
- IV. – Betreibungs- und Konkursamt des Kantons Glarus, in Glarus\*

## Graubünden/Grisons/Grigioni

- Ia. – Kantonsgericht, in Chur\*
- IIa. – Staatsanwaltschaft, in Chur
- IIb. – Bezirksgerichte\*
  - Jugendgerichte

Albula	in Tiefencastel
Bernina	in Poschiavo
Hinterrhein	in Thusis
Imboden	in Domat/Ems
Inn	in Sent
Maloja	in Samedan
Moesa	in Roveredo
Plessur	in Chur
Landquart	in Landquart
Prättigau/Davos	in Klosters
Surselva	in Ilanz
- III. – Untersuchungsrichterämter

Chur	in Chur
Davos	in Davos Platz
Ilanz	in Ilanz
Samedan	in Samedan
Thusis	in Thusis

  - Kreisämter

Alvaschein	in Tiefencastel
Avers	in Avers-Juf
Belfort	in Schmitten
Bergell	in Vicosoprano
Bergün	in Filisur
Brusio	in Brusio
Calanca	in Arvigo
Chur	in Chur
Churwalden	in Churwalden
Davos	in Davos-Platz
Disentis	in Disentis

Domleschg	in Fürstenu
Fünf Dörfer	in Zizers
Ilanz	in Ilanz
Jenaz	in Pragg-Jenaz
Klosters	in Klosters
Küblis	in Conters i. P.
Lugnez/ Lumnezia	in Vella
Luzein	in Luzein
Maienfeld	in Maienfeld
Misox	in Mesocco
Val Müstair	in Sta. Maria V.M.
Oberengadin	in Samedan
Poschiavo	in Poschiavo
Ramosch	in Strada
Rhäzüns	in Domat/Ems
Rheinwald	in Sufers
Roveredo	in Roveredo
Ruis	in Rueun
Safien	in Tenna
Schams	in Zillis
Schanfigg	in Langwies
Schiers	in Schiers
Seewis	in Seewis
Suot Tasna	in Sent
Surses	in Savognin
Sur Tasna	in Susch
Thusis	in Thusis
Trins	in Trin

- IV. – Ein Konkursamt pro Bezirk\*  
 – Betreibungsämter (in allen Kreisen)\*

## **Jura/Jura/Giura**

- Ia. – Tribunal cantonal à Porrentruy composé de la:  
 – Cour constitutionnelle\*  
 – Cour civile\*  
 – Cour pénale  
 – Chambre d'accusation  
 – Cour administrative comprenant une Chambre administrative et une  
 Chambre des assurances  
 – Cour criminelle  
 – Cour de cassation\*  
 – Chambre de révocation

- II. – Tribunal de première instance à Porrentruy composé du:
  - Juge civil\*
  - Juge pénal
  - Juge administratif
  - Conseil de prud’hommes\*
  - Tribunal des baux à loyer et à ferme\*
  - Tribunal des mineurs, à Delémont
  - Procureur général du canton du Jura, à Porrentruy
  - Autorité inférieure de surveillance en matière de LP est le juge civil, à Porrentruy\*
  - Autorité supérieure de surveillance en matière de LP est une section du tribunal cantonal, à Porrentruy\*
- III. – Juge d’instruction cantonal et Office des juges d’instruction, à Porrentruy
- IV. – Offices de poursuites et faillites, à\*
  - Delémont
  - Porrentruy
  - Saignelégier

### **Luzern/Lucerne/Lucerna**

- Ia. – Obergericht, in Luzern\*
  - Verwaltungsgericht, in Luzern
- Ib. – Justizdepartement, in Luzern
  - Militär-, Polizei- und Umweltschutzdepartement, in Luzern
- IIa. – Kriminalgericht, in Luzern
  - Staatsanwaltschaft, in Luzern
  - Kant. Untersuchungsrichteramt, in Kriens
  - Jugendanwaltschaft, in Luzern
- IIb. – Amtsgerichte\*
  - Entlebuch
  - Hochdorf
  - Luzern-Land      in Kriens
  - Luzern-Stadt      in Luzern
  - Sursee
  - Willisau
  - Jugendgerichte      Entlebuch
  - Hochdorf
  - Luzern-Land      in Kriens
  - Luzern-Stadt      in Luzern
  - Sursee
  - Willisau
- III. – Amtsstatthalterämter
  - Entlebuch      in Schüpfheim
  - Hochdorf
  - Luzern-Land      in Kriens

- |   |              |                |
|---|--------------|----------------|
|   | Luzern-Stadt | in Kriens      |
|   | Sursee       |                |
|   | Willisau     |                |
| IV. – Konkursämter*                     | Entlebuch    |                |
|   | Hochdorf     | in Emmenbrücke |
|   | Luzern-Stadt | in Luzern      |
|   | Luzern-Land  | in Horw        |
|   | Sursee       |                |
|   | Willisau     |                |
| – Betreibungsämter (in jeder Gemeinde)* |              |                |

### Neuenburg/Neuchâtel/Neuchâtel

- |   |                          |
|---|--------------------------|
| Ia. – Tribunal cantonal, à Neuchâtel*                       |                          |
| – Cour de cassation pénale, à Neuchâtel                     |                          |
| – Cour d’assises, à Neuchâtel                               |                          |
| IIa. – Ministère public, à Neuchâtel                        |                          |
| IIb. – Tribunaux de district, à*                            | Boudry                   |
|   | Cernier (Val-de-Ruz)     |
|   | La Chaux-de-Fonds        |
|   | Le Locle                 |
|   | Môtiers (Val-de-Travers) |
|   | Neuchâtel                |
| – Tribunaux correctionnels, à                               | Boudry                   |
|   | Cernier (Val-de-Ruz)     |
|   | La Chaux-de-Fonds        |
|   | Le Locle                 |
|   | Môtiers (Val-de-Travers) |
|   | Neuchâtel                |
| – Tribunaux de police, à                                    | Boudry                   |
|   | Cernier (Val-de-Ruz)     |
|   | La Chaux-de-Fonds        |
|   | Le Locle                 |
|   | Môtiers (Val-de-Travers) |
|   | Neuchâtel                |
| III. – Cabinet des Juges d’instruction, à                   | La Chaux-de-Fonds        |
|   | Neuchâtel                |
| IV. – Service des poursuites et des faillites, à Neuchâtel* |                          |



Rorschach	in Rorschach
St. Gallen	in St. Gallen
Sargans	in Mels
See	in Uznach
Unterrheintal	in Altstätten
Untertoggenburg	in Flawil
Werdenberg	in Mels
Wil	in Wil

- IV. – Konkursamt, in St. Gallen\*  
 – Betreibungsämter (in allen Gemeinden)\*

### Schaffhausen/Schaffhouse/Sciaffusa

- Ia. – Obergericht, in Schaffhausen\*  
 Ib. – Departement des Innern, in Schaffhausen  
 II. – Kantonsgericht, in Schaffhausen\*  
 – Jugendgericht, in Schaffhausen  
 – Staatsanwaltschaft, in Schaffhausen  
 – Aufsichtsbehörde über Schuldbetreibung und Konkurs, in Schaffhausen\*  
 III. – Untersuchungsrichteramt, in Schaffhausen  
 – Jugendanwaltschaft, in Schaffhausen  
 – Finanzdepartement (Verkehrsstrafamt), in Schaffhausen  
 IV. – Betreibungsämter\*  

Klettgau	in Hallau
Reiat	in Thayngen
Schleitheim	in Schleitheim
Stein	in Stein am Rhein

 – Betreibungs- und Konkursamt Schaffhausen, in Schaffhausen\*

### Schwyz/Schwyz/Svitto

- Ia. – Kantonsgericht, in Schwyz\*  
 – Verwaltungsgericht, in Schwyz  
 Ib. – Justizdepartement, in Schwyz  
 – Militär- und Polizeidepartement, in Schwyz  
 IIa. – Verhöramt, in Schwyz  
 – kantonales Strafgericht, in Schwyz  
 – kantonales Jugendgericht, in Schwyz  
 – Kantonsgericht, in Schwyz\*  
 – Staatsanwaltschaft, in Schwyz  
 IIb. – Bezirksgerichte\*  

Einsiedeln	in Einsiedeln
Gersau	in Gersau
Höfe	in Wollerau

		Küssnacht	in Küssnacht (SZ)
		March	in Lachen
		Schwyz	in Schwyz
III.	– Bezirksämter	Einsiedeln	in Einsiedeln
		Gersau	in Gersau
		Höfe	in Wollerau
		Küssnacht	in Küssnacht (SZ)
		March	in Lachen
		Schwyz	in Schwyz
	– Jugendanwälte		
	Kreis I	Schwyz, Gersau,	
		Küssnacht	in Küssnacht
	Kreis II	Einsiedeln	in Einsiedeln
	Kreis III	March, Höfe	in Pfäffikon
IV.	– Konkursämter*	Schwyz I	in Schwyz
		Schwyz II	in Goldau
		March	in Lachen
		Höfe	in Wollerau
		Einsiedeln	in Einsiedeln
		Küssnacht	in Küssnacht
		Gersau	in Gersau
	– Betreibungsämter*	Alpthal	in Einsiedeln
		Altendorf	
		Arth	
		Einsiedeln	
		Feusisberg	
		Freienbach	
		Galgenen	
		Gersau	
		Illgau	in Muotathal
		Ingenbohl	
		Innerthal	in Vorderthal
		Küssnacht (SZ)	
		Lachen	
		Lauerz	in Schwyz
		Morschach	in Brunnen
		Muotathal	
		Oberiberg	in Unteriberg
		Reichenburg	
		Riemstalden	in Brunnen
		Rothenthurm	in Schwyz
		Sattel	in Schwyz
		Schübelbach	
		Schwyz	
		Steinen	in Schwyz
		Steinerberg	in Arth

Tuggen  
 Unterberg  
 Vorderthal  
 Wangen  
 Wollerau

### Solothurn/Soleure/Soletta

- Ia. – Obergericht, in Solothurn\*  
 – Kriminalgericht, in Solothurn  
 – Kassationsgericht, in Solothurn\*  
 – Verwaltungsgericht, in Solothurn  
 – Versicherungsgericht, in Solothurn
- IIa. – Staatsanwaltschaft, in Solothurn  
 – Kantonales Untersuchungsrichteramt, in Solothurn  
 – Jugendanwaltschaft, in Solothurn  
 – Obergericht, in Solothurn, als Aufsichtsbehörde in Schuldbetreibungs- und Konkursangelegenheiten\*
- IIb. – Amtsgerichte\*  
 Bucheggberg-  
 Wasseramt in Solothurn  
 Dorneck-  
 Thierstein in Dornach  
 Olten-Gösigen in Olten  
 Solothurn-Lebern in Solothurn  
 Thal-Gäu in Balsthal  
 – Jugendgerichte  
 Bucheggberg-  
 Wasseramt in Solothurn  
 Dorneck-  
 Thierstein in Dornach  
 Olten-Gösigen in Olten  
 Solothurn-Lebern in Solothurn  
 Thal-Gäu in Balsthal
- III. – Kantonales Untersuchungs-  
 richteramt  
 Geschäftsstelle Oensingen  
 Geschäftsstelle Olten
- IV. – Konkursämter\*  
 Solothurn in Solothurn  
 Olten in Olten  
 Dornach in Dornach  
 – Betreibungsämter\*  
 Bucheggberg-  
 Wasseramt in Solothurn  
 Dorneck in Dornach  
 Grenchen-  
 Bettlach in Grenchen  
 Lebern in Solothurn  
 Olten-Gösigen in Olten  
 Solothurn in Solothurn  
 Thal-Gäu in Balsthal  
 Thierstein in Breitenbach

## Tessin/Tessin/Ticino

- Ia. – Tribunale di appello e le sue Camere, a Lugano:
  - Camera civile\*
  - Camera di cassazione civile\*
  - Tribunale penale cantonale
  - Corte di cassazione e revisione penale
  - Camera dei ricorsi penali
  - Camera di esecuzione e fallimenti\*
  - Camera della pianificazione del territorio
  - Camera di diritto amministrativo (Trib. cantonale amministrativo)
  - Camera di diritto tributario
  - Camera cantonale delle assicurazioni (Trib. cantonale delle assicurazioni)
  - Il Presidente delle Assise criminali e il Presidente delle Assise correzionali di tutti i distretti
- Ib. – Il Dipartimento delle istituzioni, a Bellinzona
- II. – I Pretori delle giurisdizioni del Distretto di\*
  - Bellinzona
  - Blenio (Acquarossa)
  - Leventina (Faido)
  - Locarno-Campagna
  - Locarno-Città
  - Lugano
  - Mendrisio-Nord
  - Mendrisio-Sud
  - Riviera (Biasca)
  - Vallemaggia (Cevio)
- III. – Il Ministero Pubblico, a Lugano
  - Il Magistrato dei minorenni, a Lugano
  - Il Giudice dell'istruzione e dell'arresto, a Lugano
- IV. – Gli Uffici esecuzione e fallimenti dei distretti indicati al n° II\*

## Thurgau/Thurgovie/Turgovia

- Ia. – Obergericht, in Frauenfeld\*
- IIa. – Staatsanwaltschaft, in Frauenfeld
  - Jugendanwaltschaft, in Frauenfeld
  - Kantonales Untersuchungsrichteramt, in Frauenfeld
- IIb. – Bezirksgerichte\*
  - Arbon
  - Bischofszell
  - Diessenhofen
  - Frauenfeld
  - Kreuzlingen

	Müchwilen	
	Steckborn	
	Weinfelden	
III. – Bezirksämter	Arbon	
	Bischofszell	
	Diessenhofen	
	Frauenfeld	
	Kreuzlingen	
	Müchwilen	
	Steckborn	
	Weinfelden	
IV. – Konkursamt, in Frauenfeld*		
– Friedensrichter- und Betreuung- sämtler*	Alterswilen	in Siegershausen
	Altnau	in Güttingen
	Arbon	
	Berg	
	Berlingen	
	Bischofszell	
	Bürglen	
	Bussnang	
	Diessenhofen	
	Egnach	in Neukirch-Egnach
	Ermatingen	
	Eschenz	
	Fischingen	in Bichelsee
	Frauenfeld	
	Gottlieben	in Tägerwilen
	Kreuzlingen	
	Lommis	in Wängi
	Märstetten	in Wigoltingen
	Matzingen	
	Müllheim	in Pfyn
	Romanshorn	
	Schönholzerswilen	
	Sirmach	
	Steckborn	
	Sulgen	
	Thundorf	
	Tobel	
	Uesslingen	in Oberneunforn
	Uttwil	in Dozwil
	Weinfelden	
	Zihlschlacht	in Amriswil

## Uri/Uri/Uri

- Ia. – Obergericht Uri, in Altdorf\*
- Ila. – Staatsanwaltschaft Uri, in Altdorf  
– Aufsichtsbehörde über Schuldbetreibung und Konkurs, in Altdorf\*
- Ilb. – Landgericht Uri, in Altdorf\*  
– Landgericht Ursern, in Andermatt\*
- III. – Verhöramt Uri, in Altdorf
- IV. – Betreibungsämter der Gemeinden\*
  - Altdorf
  - Andermatt
  - Attinghausen
  - Bauen
  - Bürglen
  - Erstfeld
  - Flüelen
  - Göschenen
  - Gurtellen
  - Hospenthal
  - Isenthal
  - Realp
  - Schattdorf
  - Seedorf
  - Seelisberg
  - Silenen
  - Sisikon
  - Spiringen
  - Unterschächen
  - Wassen
- Konkursamt Uri, in Altdorf\*

## Waadt/Vaud/Vaud

- Ia. – Tribunal cantonal, à Lausanne\*
- Ila. – Procureur général du canton de Vaud, à Lausanne  
– Juge d'instruction cantonal, à Lausanne  
– Tribunal des mineurs, à Lausanne  
– Tribunal des baux, à Lausanne\*  
– Autorités inférieures de surveillance en matière de LP sont les présidents des tribunaux d'arrondissement, à\*
  - Lausanne
  - Nyon
  - Vevey
  - Yverdon
- Autorité supérieure de surveillance en matière de LP est une section du Tribunal cantonal, à Lausanne\*

- Iib. – Tribunal d’arrondissement de l’Est vaudois, à Vevey comprenant les districts de\*  
Aigle  
Lavaux  
Oron  
Pays-d’Enhaut  
Vevey
- Tribunal d’arrondissement de Lausanne, à Lausanne comprenant le district de\*  
Lausanne
- Tribunal d’arrondissement de la Côte, à Nyon comprenant les districts de\*  
Aubonne  
Cossonay  
Morges  
Nyon  
Rolle
- Tribunal d’arrondissement de la Broye et du Nord vaudois, à Yverdon-les-Bains comprenant les districts de\*  
Avenches  
Echallens  
Grandson  
La Vallée  
Moudon  
Orbe  
Payerne  
Yverdon
- III. – Office d’instruction pénale de l’Est Vaudois à Vevey pour les districts de  
Aigle  
Lavaux  
Oron  
Pays d’Enhaut  
Vevey
- Office d’instruction pénale de Lausanne pour le district de  
Lausanne
- Office d’instruction pénale de la Côte, à Morges pour les districts de  
Aubonne  
Cossonay  
Morges  
Nyon  
Rolle
- Office d’instruction pénale du Nord vaudois à Yverdon-les-Bains pour les districts de  
Avenches  
Echallens  
Grandson  
La Vallée  
Moudon  
Orbe  
Payerne  
Yverdon

IV. – Offices des poursuites et des faillites, à*	Aigle Château-d’Oex Cossonay Cully (Lavaux) Echallens Grandson Lausanne:	poursuites Est poursuites Ouest faillites
	Le Sentier Montreux Morges Moudon/Oron à Moudon Nyon Payerne/Avenches à Payerne Rolle/Aubonne à Rolle Vevey Yverdon/Orbe à Yverdon	

**Wallis/Valais/Vallese**

Ia. – Tribunal cantonal, à Sion*/Kantonsgericht, in Sitten*		
Ib. – Chancellerie d’Etat pour les autorités administratives cantonales/ Staatskanzlei für die kantonalen Verwaltungsbehörden		
II. – Tribunaux de district à*/ Bezirksgerichte in*	Brig Leuk-Stadt Martigny-Ville Monthey Sembrancher Sierre Sion Visp	
– Tribunaux d’arrondissement de*/Kreisgerichte, in*	Brig Leuk-Stadt Martigny-Ville Monthey Sembrancher Sierre Sion Visp	
– Tribunal des mineurs, à Sion/Jugendgericht, in Sitten		
III. – Tribunaux d’instruction pénale/Untersuchungsrichterämter	Oberwallis Valais central Bas-Valais	in Visp à Sion à St-Maurice

- |  |   |
|--|---|
| IV. – Offices des poursuites et des<br>faillites des districts de*/<br>Betreibungs- und Konkursämter<br>der Bezirke* | Brig<br>Conthey<br>Entremont<br>Goms<br>Hérens<br>Leuk<br>Martigny<br>Monthey<br>Östlich Raron<br>Sierre<br>Sion<br>St.-Maurice<br>Viège/Visp<br>Westlich Raron |
|--|---|

### **Zug/Zoug/Zugo**

- Ia. – Obergericht, in Zug\*
- Ib. – Sicherheitsdirektion, in Zug
- IIa. – Kantonsgericht, in Zug\*
  - Strafgericht, in Zug
  - Jugendgericht, in Zug
  - Einzelrichteramt in Strafsachen, in Zug
  - Staatsanwaltschaft, in Zug
  - Untersuchungsrichteramt, in Zug
  - Jugendanwaltschaft, in Zug
- IV. – Konkursamt, in Zug\*
  - Betreibungsämter (in jeder Gemeinde)\*

### **Zürich/Zurich/Zurigo**

- Ia. – Kassationsgericht, in Zürich\*
  - Obergericht, in Zürich\*
- IIa. – Handelsgericht, in Zürich\*
  - Geschworenengericht, in Zürich
  - Sozialversicherungsgericht, in Winterthur
  - Staatsanwaltschaft, in Zürich
  - Bezirksanwaltschaften I, II, III IV und V für den Kanton Zürich, in Zürich
  - Jugendstaatsanwaltschaft, in Winterthur

---

IIb. – Bezirksgerichte, in*	Affoltern a. A. Andelfingen Bülach Dielsdorf Hinwil Horgen Meilen Pfäffikon (ZH) Uster Winterthur Zürich	
III. – Bezirksanwaltschaften, in	Affoltern a. A. Andelfingen Bülach Dielsdorf Hinwil Horgen Meilen Pfäffikon (ZH) Uster Winterthur Zürich	
– Statthalterämter, in	Affoltern a. A. Andelfingen Bülach Dielsdorf Dietikon Hinwil Horgen Meilen Pfäffikon (ZH) Uster Winterthur Zürich	
– Polizeirichteramt der Stadt Zürich		
– Stadtrat von Winterthur		
– Jugendanwaltschaft der Bezirke	Affoltern und Dietikon Bülach und Dielsdorf Hinwil und Pfäffikon Horgen Uster Andelfingen und Winterthur Zürich	in Zürich  in Bülach  in Wetzikon in Horgen in Meilen  in Winterthur in Zürich

## IV. – Konkursämter, in\*

Affoltern a. A.  
Andelfingen  
Bassersdorf  
Bauma  
Bülach  
Dielsdorf  
Dietikon  
Dübendorf  
Eglisau  
Elgg  
Embrach  
Feuerthalen  
Grüningen  
Horgen  
Illnau  
Küsnacht (ZH)  
Männedorf  
Meilen  
Niederglatt  
Pfäffikon  
Schlieren  
Stäfa  
Stammheim  
Thalwil  
Turbenthal  
Uster  
Wädenswil  
Wald  
Wetzikon  
Winterthur  
Zürich

– Betreibungsämter  
(in allen Gemeinden)\*

## Modèles des lettres prévues à l’art. 3 de la Déclaration

### Adresses

à mettre par les autorités suisses:

#### M. le Procureur de la République

à ..... (Localité) ..... Département de ..... (France)

à mettre par les autorités françaises:

**Au Département fédéral de Justice et Police à Berne (Suisse)**

### Modèle de lettre

#### N° 1

#### Transmission d’un acte judiciaire en vue d’une simple remise

(Lieu et date)

L ..... (autorité requérante, nom et qualité) ..... prie ..... (autorité requise) .....

de vouloir bien faire remettre l’acte ci-joint au destinataire et d’envoyer une pièce constatant cette remise.

(Signature)

Autorité dont l’acte émane .....

Noms et qualités des parties .....

Adresse du destinataire .....

Nature de l’acte .....

(Joindre un reçu préparé)

#### N° 2

#### Envoi d’une pièce constatant la simple remise d’un acte judiciaire

(Lieu et date)

L ..... (autorité requise) .....

a l’honneur de transmettre ci-joint à ..... (autorité requérante) .....

une pièce constatant la remise d’un acte judiciaire à M. X. ....

Cet envoi répond à une demande adressée le ..... (date de la lettre d’envoi de l’acte) .....

(Signature)

N° 3

**Transmission d'un acte judiciaire en vue d'une signification par un officier ministériel dans les formes de la loi locale**

(Lieu et date)

L ..... (autorité requérante, nom et qualité) prie ..... (autorité requise)  
de vouloir bien faire effectuer la signification de l'acte ci-joint (accompagné d'une traduction) par un officier ministériel et de lui renvoyer une pièce constatant cette signification.

(Signature)

Autorité dont l'acte émane .....  
Noms et qualités des parties .....  
Adresse du destinataire.....  
Nature de l'acte .....

N° 4

**Envoi d'une pièce constatant la signification d'un acte judiciaire par un officier ministériel dans les formes de la loi locale**

(Lieu et date)

L ..... (autorité requise)  
a l'honneur de transmettre ci-joint à ..... (autorité requérante)  
une pièce constatant la signification d'un acte judiciaire à M. X. ....  
par un officier ministériel.

Cet envoi répond à une demande adressée le ..... (date de la lettre d'envoi de l'acte)

Frais à rembourser:

1° à M. Y. .... (Nom et qualité)	demeurant à .....	Fr. ....
2° à M. Z. ....	demeurant à .....	Fr. ....
	<b>Total</b>	Fr. ....

(Signature)

(Joindre les pièces justificatives des dépenses)

**N° 5**

**Transmission d'une commission rogatoire**

(Lieu et date)

L ..... (autorité requérante, nom et qualité) ..... prie ..... (autorité requise) .....

de vouloir bien faire exécuter la commission rogatoire ci-jointe (accompagnée d'une traduction).

(Si l'intéressé a obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire, ajouter: M. X. a obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire)

(Signature)

Objet du procès.....

Objet de la commission rogatoire .....

Noms et qualités des parties .....

Noms et adresses des témoins à entendre .....

1° à M. X. .... demeurant à.....

2° à M. Z. .... demeurant à.....

**N° 6**

**Envoi des pièces constatant l'exécution d'une commission rogatoire**

(Lieu et date)

L ..... (autorité requise) .....

a l'honneur de transmettre ci-joint à ..... (autorité requérante) .....  
les pièces constatant l'exécution d'une commission rogatoire.

Cet envoi répond à une demande adressée le ..... (date de la lettre d'envoi de la commission rogatoire) .....

Objet du procès .....

Objet de la commission rogatoire .....

Noms et qualités des parties .....

(S'il y a eu des frais, ajouter:)

Frais à rembourser:

1° à M. Y. .... (Nom et qualité) ..... demeurant à ..... Fr. ....

2° à M. Z. .... demeurant à ..... Fr. ....

Total Fr. ....

(Signature)

(Joindre les pièces justificatives des dépenses)

N° 7

**Renvoi des actes et commissions rogatoires lorsqu'ils n'ont pu être remis, signifiés ou exécutés**

(Lieu et date)

L ..... (autorité requise)

a l'honneur de renvoyer ci-joint à ..... (autorité requérante)

l'acte judiciaire  
la commission rogatoire

qui lui avait été adressé(e) par lettre en date du .....

Il n'a pas été possible de donner suite à sa demande.

(Indiquer les motifs pour lesquels il n'a pu être donné suite à la demande)\*

(Signature)

\* Ces motifs peuvent être rédigés dans la langue nationale de l'autorité qui répond.

(Acte judiciaire)

Autorité dont l'acte émane  
Noms et qualités des parties  
Nature de l'acte

(Commission rogatoire:)

Objet du procès  
Objet de la commission rogatoire  
Noms et qualités des parties